



ÉDITO



Martine VIGNAU
Présidente
du groupe UNSA

Le CESE tourné vers l'avenir...

« Le CESE doit devenir la chambre du futur où circuleront toutes les forces vives de la nation », tels sont les propos tenus par le Président de la République devant le premier Congrès de son quinquennat. Ce discours très fort sur la société civile, sur sa nécessaire présence, sur le rôle et la place du CESE impose à la troisième assemblée de la République de faire des propositions dans le cadre de la réforme institutionnelle.

Pour l'UNSA, ce nouveau souffle est une opportunité, un défi à relever. Effectivement, il est indispensable d'inscrire le CESE dans une démarche active afin de valoriser son rôle et ses missions d'assemblée représentant la société civile organisée. La contribution à l'élaboration de la loi, le carrefour des consultations publiques, l'expression citoyenne et la représentativité du CESE sont autant d'axes de réflexion à porter dans les travaux de la réforme.

TRAVAUX

Actualités

- Retour sur les JEP 2017 : l'UNSA a signé l'appel Jeunes et Responsables
- Conférence d'Hubert Reeves

Vie de l'assemblée

- Plénière du 11 octobre
Sciences et société : enjeux climatiques
- Saisine sur le travail indépendant

Vie des CESER

- Bretagne :
Vœu du Ceser sur les contrats aidés associatifs
- Grand Est :
Situation des 31 zones d'emploi

NOUS CONTACTER



Sébastien Marchal
Attaché du groupe UNSA
Tél. : 01.44.43.64.25
Mail : sebastien.marchal@lecese.fr

SUIVEZ-NOUS



@unsa_cese



CONSEIL ECONOMIQUE
SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL



Jeunes et responsables !

L'accès des jeunes aux responsabilités dans les organisations

A l'occasion des Journées Européennes du Patrimoine 2017, qui ont pour thème "Jeunesse et Patrimoine", Patrick BERNASCONI, Président du CESE, a présenté samedi 16 septembre un appel dont l'ambition est d'encourager et de favoriser l'accès des jeunes aux responsabilités dans les organisations et la société.

Cet appel a été signé par 46 organisations membres du CESE et près de 37 représentant.e.s de celles-ci étaient présent.e.s pour le signer.

Les jeunes sont, avec les seniors, la catégorie de la population qui s'engage le plus, et en même temps, celle qui est la moins représentée dans les responsabilités et mandats confiés. Pourtant, leur implication contribue à apporter du dynamisme et des idées neuves aux organisations de la société civile, qui sont l'expression de sa vitalité. Permettre aux jeunes d'accéder aux responsabilités, c'est être plus représentatif.ve de celles et ceux dont nous portons la voix. C'est également faire reculer la défiance qu'elles.ils expriment vis-à-vis des institutions.

Cet engagement renforce la nécessité d'inscrire cette question dans l'agenda politique et les plans d'action de nos organisations. C'est l'une de nos contributions pour construire l'avenir.

Martine Vignau, présidente du groupe UNSA et CESE et secrétaire nationale UNSA a signé l'appel au nom de l'Union Nationale des Syndicats Autonomes.



Téléchargez l'affiche : [Affiche Appel](#)

"L'ORIGINE DE LA VIE" - Conférence exceptionnelle donnée par Hubert Reeves au CESE le 17/09/17.



Dans le cadre des Journées du Patrimoine, le Conseil économique, social et environnemental a accueilli une conférence exceptionnelle d'Hubert Reeves, astrophysicien, président d'Honneur de [Humanité et Biodiversité](#). La conférence a eu lieu dans l'hémicycle devant une salle comble.

" Au début, l'Univers est instrué : il n'y a rien, pas d'étoiles, pas de planètes ; puis la matière se structure dans cet Univers chaotique, et nos vies sont un chapitre dans cette histoire. "

Conférence exceptionnelle d'Hubert Reeves sur "L'origine de la vie".

Revoir la conférence d'Hubert Reeves sur YouTube® [Vidéo Hubert Reeves - l'origine de la vie](#)

Vie de l'assemblée

Plénière

« Sciences et société : répondre ensemble aux enjeux climatiques »

Les rapports du GIEC, l'accord de Paris, illustrent l'urgence de l'action en matière de lutte contre le réchauffement climatique et d'adaptation à ses conséquences. Ils témoignent de l'indispensable réorientation de notre mode de développement vers une société sobre puis neutre en carbone. La recherche dans toutes ses dimensions apparaît comme un enjeu majeur des réponses collectives aux questions climatiques. Elle suscite également un large intérêt qui offre l'opportunité d'un dialogue sciences-société renforcé, protéiforme et continu, associant chercheur.euse.s, décideur.euse.s politiques, acteur.rice.s de la société civile organisée, dans toutes ses dimensions, et citoyen.ne.s.

Christian Chevalier, conseiller UNSA au CESE, est intervenu lors de la plénière du 11 octobre :

"(...)Force est de constater que cette foi en la science, source de progrès et de bien-être est aujourd'hui largement prise en défaut, et cela parce que les questions environnementales sont venues percuter l'espace public comme le domaine individuel.

Phénomène nouveau: le citoyen veut, à juste titre, mettre son grain de sel dans ce débat dont il perçoit concrètement les répercussions, voire les dégradations sur son propre destin, mais aussi sur celui des générations à venir... la question de la justification argumentée des choix et de la transparence des décisions devient désormais un enjeu politique.

Entre méfiance excessive et aveuglement sans limite, se dégage aujourd'hui un chemin utile: celui du dialogue entre les sciences et la société, un dialogue multiforme comme le démontre cet avis (...)

(...) L'avis propose même son élargissement aux préoccupations environnementales et aux sciences humaines et sociales. Cette question, ne peut en effet pas être ignorée. »

L'UNSA a voté sans réserve cet avis.



L'AGENDA DES PLENIERES

24 octobre

Les conséquences des séparations parentales sur les enfants
Affaires sociales et Santé

25 octobre

Quelle politique des pôles de compétitivité ?
(Saisine gouvernementale)
Affaires économiques

15 novembre

Vers la démocratie culturelle
Education, culture et communication

28 novembre

La transition écologique et solidaire à l'échelon local
(Saisine gouvernementale)
Environnement

Retrouvez l'agenda complet : [Séances plénières](#)

LE CESE SAISI PAR LE GOUVERNEMENT SUR LE TRAVAIL INDEPENDANT



Comment favoriser le travail indépendant ? Comment donner à cette forme d'activité toute la souplesse lui permettant de se développer de manière optimale ? Comment moderniser et réformer le cadre des garanties qui sont applicables aux travailleur.euse.s indépendant.e.s afin de donner pleine effectivité à celles-ci ?

Le Premier Ministre a saisi le CESE du sujet des travailleur.euse.s indépendant.e.s. Le Conseil rendra ses préconisations le 29 novembre, afin que celles ci puissent contribuer aux réflexions du gouvernement, qui engagera notamment la réforme de la sécurisation des parcours professionnels au printemps 2018. Accès à l'assurance chômage, état des lieux sur les garanties en matière sociale, rôles et responsabilités des travailleur.euse.s indépendant.e.s et des donneur.euse.s d'ordre, identifications des acteur.rice.s représentatif.ve.s - autant d'enjeux soumis à la réflexion du Conseil.

Rendu des travaux le 29 novembre 2017

[Télécharger la lettre de saisine du Premier Ministre](#)

Pour retrouver le sourire de Sylvia, il vous faudra aller à l'Hôtel de Lassay. Sébastien Marchal lui succède au Palais d'Iéna. Aussi souhaitons tous nos vœux de réussite à Sylvia pour ses nouvelles fonctions et bienvenue à Sébastien parmi nous.

Vie des CESER

Bretagne

Vœu du CESER sur les contrats aidés associatifs en Bretagne



Face à l'annonce brutale et d'effet immédiat du gel du nombre de contrats aidés et de leur réduction massive en 2018, le CESER adopte un vœu sur les contrats aidés associatifs en Bretagne.

Le CESER s'inquiète de l'aggravation des difficultés sociales des personnes en insertion et de la remise en cause de certains services collectifs en Bretagne. Tout en reconnaissant la nécessité de faire évoluer ce type de dispositif, il demande de surseoir à ces décisions et de mettre en place une réelle concertation avec l'ensemble des acteurs concernés.

A consulter : [vœu du Ceser Bretagne sur les contrats aidés](#)

Grand Est

Situation des 31 zones d'emploi du Grand Est



Avec plus de 57 000 km², 5,5 millions d'habitants et 2,1 millions d'emplois, la région Grand Est est caractérisée par de forts contrastes sur les plans démographiques, économiques et sociaux. À l'aide de 21 indicateurs et à l'échelle des 31 zones d'emploi, le CESER s'attache à mettre les atouts et les fractures régionales au centre du débat et des actions à engager. Dans un contexte national difficile, la région Grand Est se place dans un groupe de 5 régions nettement en dessous de la moyenne métropolitaine en ce qui concerne l'évolution de l'emploi et de la population. Les zones d'emploi les plus denses du territoire régional (Strasbourg, Nancy, Metz, Reims, Mulhouse) devraient profiter de la métropolisation mais se retrouvent à la traîne face aux autres zones d'emplois des grandes agglomérations françaises. Si la zone d'emploi de Toulouse crée 142 700 emplois entre 2000 et 2014, la zone de Strasbourg, la plus forte créatrice d'emplois du Grand Est n'en crée que 3 740. Sur la même période, 24 zones du Grand Est

perdent des emplois. Sur les 10 dernières années, la population de la région Grand Est est restée quasiment stable (+0.1% d'évolution annuelle contre +0.5% pour la France) soit la croissance la plus faible des 13 régions métropolitaines. Sur le territoire régional, l'augmentation de population se concentre essentiellement sur les zones alsaciennes. Bien que l'on constate un recul régulier des emplois, avec 140 000 emplois industriels (-29 %) détruits depuis 2000, de nombreuses spécialisations industrielles (fortement exportatrices et à capitaux étrangers) restent à valoriser au sein des zones d'emploi du Grand Est. À partir de huit critères socio-économiques, le CESER identifie 12 zones en difficultés économiques et sociales (qui sont aussi les zones les moins denses), 9 zones sont dites en retrait et 10 autres qui sont au contraire dynamiques, concentrées le long de l'axe rhénan et du sillon Lorrain.

Consultez le rapport de situation : [situation des 31 zones d'emploi du Grand Est](#)